

Histoire contemporaine et analyse comparative en Italie

In: Genèses, 22, 1996. pp. 146-159.

Abstract

Contemporary history and comparative analysis in Italy By examining contemporary Italian history during the second half of the twentieth century, the author shows that it is impossible to dissociate the conception of comparative analysis and the way it is carried out from research paradigms and the questions they raise about attitudes towards the vicissitudes of the country since unification. Because Italian history is an "anomaly" in relation to that of other Western countries, research work has often been undertaken from a comparative standpoint, especially when the study pertained to the fascist regime. This approach has continued with the recent renewal of historiography and the growth of micro-history in which comparative analysis has developed on new grounds. Now infra-national studies on a "territorial" scale are in favour, they yield the best and most original results of historiography of the country.

Résumé

■ Mariuccia Salvati : Histoire contemporaine et analyse comparative en Italie En considérant l'histoire contemporaine italienne au cours de la seconde moitié de notre siècle, l'auteur montre que la conception de l'analyse comparative et les modalités de sa mise en œuvre sont indissociables des paradigmes de la recherche, ainsi que des interrogations que celle-ci s'est posées en relation avec les regards portés sur les vicissitudes du pays depuis l'unité. C'est en raison de «l'anomalie» représentée par l'histoire italienne par rapport à celle des autres pays occidentaux que les chercheurs ont souvent inscrit leur travail dans une perspective comparative, en particulier lorsque l'investigation a porté sur le régime fasciste. Cette représentation n'a pas été abandonnée avec le renouvellement récent de l'historiographie et l'essor de la microhistoire.

Citer ce document / Cite this document :

Salvati Mariuccia, Cloarec Mathieu, Magri Susanna. Histoire contemporaine et analyse comparative en Italie. In: Genèses, 22, 1996. pp. 146-159.

doi : 10.3406/genes.1996.1376

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1996_num_22_1_1376

Histoire contemporaine et analyse comparative en Italie

Par Mariuccia Salvati



1. Ce texte est issu d'une contribution au recueil «La storia comparata», sous la direction de Heinz-Gerhard Haupt comprenant notamment les interventions de Haupt, Geoffrey Crossick et Jürgen Kocka, publié dans *Passato e presente*, n° 28, janvier-avril 1993. Une première version est parue dans *Rivista di storia contemporanea*, n° 2-3, 1992.

2. A titre d'exemple, les premiers volumes publiés furent : Charles S. Maier, *Recasting bourgeois Europe: stabilization in France, Germany and Italy in the decade after World War I*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1975; Herbert G. Gutman, *Work, culture and society in industrializing America: essays in american working class and social history*, New York, Vintage Books, 1977; Timothy W. Mason, *Sozialpolitik im Dritten Reich. Arbeiterklasse und Volksgemeinschaft*, Opladen, 1977; Hans-Ulrich Wehler, *Das deutsche Kaiserreich. 1871-1918*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1973.

3. Cf. en particulier Pietro Rossi (éd.) *La storia comparata. Approcci e prospettive*, Milano, Saggiatore, 1990, et Giovanni Sartori, Leonardo Morlino (éds.) *La comparazione nelle scienze sociali*, Bologna, Mulino, 1991.

4. Un exemple intéressant de ce glissement est représenté par Philip Abrams, *Historical sociology*, Somerset, Shepton Mallet, Open Books, 1982.

État des lieux

Du point de vue de l'observateur extérieur, et en l'occurrence du point de vue comparatif¹, deux lacunes de type institutionnel ressortent immédiatement de la confrontation de l'Italie avec d'autres pays européens. Tout d'abord, il n'existe pas chez nous d'enseignements spécifiques de l'histoire comparée, ni, comme le montre l'inventaire des financements ministériels, des programmes de financement consistants de l'Université pour la recherche dans ce domaine de l'histoire. Or il n'est pas besoin de souligner que ce secteur réclame des investissements massifs pour atteindre des objectifs significatifs. En second lieu, manquent en Italie des collections éditoriales consacrées aux études d'histoire comparée, la publication de monographies historiques sur les pays étrangers étant elle-même de plus en plus découragée par les éditeurs. Ainsi, la collection pionnière «Passato e presente» de De Donato à Bari², dirigée par Paul Corner, Franco De Felice et Gian Enrico Rusconi, n'a pas été remplacée par des initiatives analogues après sa clôture en 1982. Il est vrai qu'au cours des années 1980 on peut trouver des travaux comparatifs dans la série des «Annali» publiée par l'Institut d'histoire italo-allemand chez Il Mulino ou dans la collection de l'École française de Rome, bien que dans ce cas-ci ce soit le caractère de l'institution qui représente la donnée significative. D'autres exemples peuvent être trouvés dans la collection «Histoire et sciences sociales» de Marsilio, dirigée par Luciano Cafagna et Silvio Lanaro, mais leur optique est très particulière, comme on le montrera plus loin.

En revanche, ont paru au cours des dernières années d'importants articles, interventions et ouvrages portant sur l'usage de la méthode comparative en histoire et dans les sciences sociales³. Il s'agit de contributions notables au débat international en cours sur le

statut des sciences historico-sociales. Nous nous limiterons ici à indiquer qu'en Italie comme ailleurs, depuis les années 1970, s'est produit un glissement général dans l'orientation de la recherche : on a cessé de considérer que le moteur du changement est le conflit social, suivant la «loi» marxienne appliquée au développement économique – et abandonné dans le même temps les macro-catégories supranationales de «classe», «capitalisme», «impérialisme» – pour se pencher sur des processus historiques spécifiques de changement social, sur les «voies particulières» empruntées dans la construction de la nation et de l'État national⁴. Ce déplacement n'a pas manqué de se refléter dans le débat sur le rapport entre histoire et sciences sociales, dont les protagonistes, à la recherche de catégories fortes pour l'histoire et de concrétude historique pour les modèles sociologiques, sont en proie à des incertitudes persistantes tout en étant parvenus à quelques points de consensus, dont le plus important est sans doute l'option comparative.

L'objet de la comparaison, a rappelé Pietro Rossi dans son introduction à *La storia comparata*, «a été envisagé dans l'historiographie à l'échelle d'unités géo-humaines très disparates dans la forme et la dimension» (p. XVII). Autrement dit, la comparaison se situe tantôt à l'échelle supranationale, embrassant alors «les peuples», «la civilisation», «l'Occident», «les empires», tantôt à celle de l'État-nation, que préfère l'historiographie contemporaine, tantôt à celle d'entités locales plus petites à assise homogène (la région, la ville, l'entreprise). Même si les trois niveaux tendent à se recouper, on peut d'ores et déjà noter que le premier est absent de la recherche italienne (en particulier parce que son orientation sociologique requiert une collaboration intense de l'histoire avec les sciences sociales, plutôt rare dans notre pays), alors qu'on y trouve de nombreux exemples de comparaison au second niveau et que

l'intérêt pour la recherche comparée au troisième niveau y est fortement croissant.

L'histoire comparée étudie souvent les relations de tout type nouées entre l'aire prise pour objet et le reste du monde ou partie de celui-ci. Il est vrai que dans ce cas l'historien choisit surtout de mettre en lumière la *communication* croissante entre aires différentes⁵, plutôt que de procéder à leur *comparaison*. Toutefois cette approche est particulièrement pertinente en histoire contemporaine, étant donné le caractère toujours plus transnational que les phénomènes sociaux acquièrent à notre époque et étant donné l'extension, dans le nouvel espace créé par la croissance économique, des interrelations, des influences réciproques et de tendances homologues. Ce n'est pas un hasard si les comparatistes les plus sérieux se comptent parmi les grands historiens spécialistes des deux guerres mondiales, car ceux-ci ont acquis depuis longtemps la certitude que ces conflits ont généré dans les pays européens un échange intense, non seulement d'obus, mais aussi de modèles culturels ! Ce qui a conduit, dans ce champ de la recherche, en Italie comme ailleurs, à porter une attention croissante à l'histoire des mentalités : celles des «vaincus», de la population civile, des femmes.

On pourrait même dire que la comparaison est *nécessaire* en histoire contemporaine, qu'elle est inscrite dans son objet même lorsqu'elle n'est pas explicite chez le chercheur, par le fait que le processus de modernisation crée entre les sociétés considérées de nombreux points communs. En effet, si on généralise la proposition de Marc Bloch, pour qui «l'histoire est avant tout la science du changement» et «faire l'histoire d'une innovation technique c'est faire l'histoire de contacts intellectuels⁶», il est possible de soutenir que la comparaison devient indispensable dès lors que se vérifie historiquement l'intensification des changements.



5. Cf. Elena Aga Rossi (éd.), *Gli Stati Uniti e le origini della guerra fredda*, Bologna, Mulino, 1984, ou Federico Romero, *Gli Stati Uniti e il sindacalismo europeo, 1944-1951*, Roma, éd. Lavoro, 1989.
6. Marc Bloch, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Paris, Les Belles Lettres, 1931. Rééd., Paris, Armand Colin, 1988 (Références dans l'édition italienne : Torino, Einaudi, 1973, p. XXIV et p. 254).
7. Cf. en particulier Maurizio Vaudagna, *Corporativismo e New Deal*, Torino, Rosenberg & Sellier, 1981 ; Mario Telò (éd.), *La socialdemocrazia europea nella crisi degli anni trenta*, Milano, Angeli, 1985; Arnaldo Testi, *L'età progressista negli Stati Uniti, 1896-1917*, Bologna, Il Mulino, 1984; Franco De Felice, *Sapere e politica. L'Organizzazione internazionale del lavoro tra le due guerre (1914-1939)*, Milano, Angeli, 1988.
8. Méthodologie ou projet comparatifs se trouvent dans : Leonardo Paggi, *Americanismo e riformismo. La socialdemocrazia europea nell'economia mondiale aperta*, Torino, Einaudi, 1989, Michela Nacci, *L'antiamericanismo in Italia negli anni trenta*, Torino, Bollati Boringhieri, 1989 et dans Pier Paolo D'Attore (éd.), *Nemici per la pelle. Sogno americano e mito sovietico nell'Italia contemporanea*, Milano, Angeli, 1991.
9. Luisa Mangoni, *Una crisi fine secolo. La cultura italiana e la Francia fra Otto e Novecento*, Torino, Einaudi, 1985 ; Regina Pozzi, *Hippolyte Taine*, Venezia, Marsilio, 1993.
10. Cf. en particulier Gustavo Corni, *La comparazione nella nuova storia sociale tedesca*, in P. Rossi (éd.) *La storia comparata, op. cit.* La traduction du livre de Jurgen Kocka, *Angestellten zwischen Faschismus und Demokratie: zur politische-Sozialgeschichte der Angestellten, USA (1890-1940) im international Vergleich*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1977, a été introduite par Domenico Conte. De celui-ci, cf. *La storiografia come scienza sociale storica*, in P. Rossi (éd.) *La storiografia contemporanea. Indirizzi e problemi*, Milano, Saggiatore, 1987. Pour l'histoire des années plus récentes, cf. Enzo Collotti, *Dalle due Germanie alla Germania unita*, Torino, Einaudi, 1992.
11. Cf. Fulvio Cammarano, *Strategie del conservatismo britannico nella crisi del liberalismo*, Manduria-Bari, Lacaita, 1990; Eugenio Biagini, *Il liberalismo popolare. Radicali, movimento operaio e politica nazionale in Gran Bretagna, 1860-1880*, Bologna, Mulino, 1992; Nadia Urbinati, *Le civili libertà. Positivismo e liberalismo nell'Italia unita*, Venezia, Marsilio, 1990.
12. Cf. Giuseppe Are, «Scienze politica e storiografia: commento», *Rivista italiana di scienze politiche*, n° 1, aprile 1991, p.142.
13. Charles S. Maier, *La storia contemporanea*, in *Il mondo contemporaneo*, vol. X, *Gli strumenti della ricerca*, 2, *Questioni di metodo*, Firenze, La nuova Italia, 1983, reconduit encore l'histoire comparée de ces dernières années à ces trois grands courants – marxien, weberien, tocquevillien – auxquels il ajoute un courant anthropologique.

Selon cette perspective, nous pouvons ranger dans l'espèce comparative aussi bien les études de «cas» nationaux singuliers que les comparaisons de ces cas, dévolues à la mise en évidence d'une conformité ou d'une distorsion par rapport à des phénomènes identifiés comme *typiques* des sociétés contemporaines. Parmi les exemples les plus significatifs de cette réflexion au cours des années 1980 en Italie, se trouve assurément le débat sur la catégorie de «néo-corporatisme» (c'est-à-dire la tendance «organisatrice» des sociétés avancées) l'évolution vers celui-ci étant attestée dans tous les pays industrialisés de notre siècle. Il s'agit d'un concept qui a non seulement inspiré de nombreuses œuvres récentes sur les systèmes politiques (à partir du cas controversé de Weimar), mais qui a aussi favorisé d'intenses échanges entre spécialistes de divers pays, en fournissant une hypothèse interprétative commune, appliquée aux champs divers de la politique économique, des organisations bureaucratiques, des partis, des syndicats, pour la période de l'entre-deux-guerres en Europe et aux États-Unis. Une impulsion décisive a été donnée en Italie à cette interprétation par la traduction du livre de Charles S. Maier, *Recasting bourgeois Europe*, et plus généralement par le débat international qui s'est instauré à la fin des années 1970 entre historiens et sociologues sur le «capitalisme organisé»⁷. D'une manière analogue, la recherche développée depuis dix ans sur les processus d'«américanisation» de l'Europe au vingtième siècle, économique (avec le taylorisme) aussi bien que culturelle (que l'on pense au cinéma), a adopté une orientation intrinsèquement comparative, même si celle-ci n'est pas toujours manifeste dans l'étude des cas singuliers⁸.

Il faudrait en outre mentionner dans ce chapitre de l'histoire comparative les travaux italiens portant sur les divers pays européens et rappeler les changements de point de vue les plus significatifs qui y sont apparus :

l'abandon par exemple, pour le cas de la France, d'un intérêt longtemps prédominant pour la «mère de toutes les révolutions» en faveur d'études sur le rôle de la pensée conservatrice ou réactionnaire. Dans le débat historique et politique qui est le nôtre sur la France, on s'étend aujourd'hui de préférence de Tocqueville à de Gaulle, de de Maistre à Taine, dans le but de repérer les analogies, mais aussi les influences, les interrelations ou les parallélismes entre France et Italie sur le terrain de l'histoire politique et de l'histoire des idées⁹. Quant à l'Allemagne du vingtième siècle, son cas est trop intimement lié à celui de l'Italie pour qu'une quelconque recherche puisse être envisagée hors de son contexte ouvertement comparatif. Dans ce domaine, les chercheurs italiens en histoire sociale allemande se signalent tous par une exigence forte de comparaison, explicitement empruntée aux théorisations des collègues de l'Allemagne occidentale sur la *Sozialgeschichte*, dont les travaux les plus exemplaires, de Kocka, Puhle, Wehler, ont été opportunément traduits et présentés¹⁰.

De son côté, le modèle politique anglais a été revisité : on souligne aujourd'hui les aspects les moins linéaires du libéralisme, en même temps que l'influence qu'il a exercée sur les élites italiennes du dernier quart du dix-neuvième siècle¹¹. On renoue aussi avec les interrogations sur la parabole de l'industrialisation anglaise (dont les retombées anthropologiques sont liées à la thèse de Polanyi). Cela a ouvert la voie à une autre conception du comparatisme qui, à mon avis, a influencé de la manière la plus originale les études récentes en Italie. Mais, avant d'en venir à celles-ci, il importe de reparcourir le chemin antérieur, où le comparatisme se présente étroitement lié aux sciences sociales «fortes», le chercheur s'efforçant d'identifier, avec leurs causes, les déviations ou exceptions que présente le cas italien par rapport aux autres pays occidentaux.

Les «anomalies» de l'Italie

L'*anomalie* italienne a toujours été un thème de l'historiographie nationale intrinsèquement lié à l'analyse comparative, soutenu par un intérêt constant pour une histoire critique corrective¹². C'est cela qui a souvent porté les chercheurs, même étrangers, à privilégier l'étude de ce pays, conçue comme instrument de critique d'un présent dont on souligne la dérive dégénérative par rapport à des cas similaires ou à un modèle idéaltypique. En vertu de cet objectif, la comparaison a besoin en effet des types idéaux auxquels «suspendre», pour ainsi dire, «l'habit historique» que l'on entend confectionner. C'est ainsi que, pour des raisons de méthode, l'histoire comparée tend inévitablement à nouer des liens plus étroits avec les disciplines conceptuellement «structurées» (économie, sociologie, science politique).

Au cours du siècle dernier le comparatisme s'était appuyé sur deux principales idées-forces : la première, que l'on fait remonter à Smith et Marx, est celle du principe économique comme base de l'ordre social, la seconde (dont les maîtres sont Tocqueville et Weber) est celle du pouvoir politique, *in primis* bureaucratique et étatique, comme facteur constitutif de l'ordre social¹³. Au milieu de notre siècle encore, une bataille a fait rage dans les sciences sociales, mais aussi dans une large part de la recherche historique, entre ces deux idées-forces ; un certain nombre de facteurs clé s'en sont trouvés dégagés pour des modes de raisonnement qui, pour être très différents, n'avaient pas moins en commun d'être déductifs plutôt qu'analogiques, le recours à l'exemple historique se situant à l'intérieur d'une chaîne causale précise. On a pu soutenir que le marxisme a été une occasion manquée pour les chercheurs qui ont voulu nouer une relation étroite entre sciences sociales et histoire¹⁴. Quoi qu'il en soit, en Italie aussi s'est produit le glissement général de Marx à

Weber que toute la culture sociologique a connu dans la dernière décennie. Ainsi, au cours des années 1970, sur la base du paradigme marxien, on a mis en œuvre la catégorie «générale» de classe ouvrière, procédant alors à une comparaison «généralisante», dont l'objectif était de vérifier l'existence présupposée d'une uniformité entre classes et mouvements ouvriers des divers pays¹⁵. En revanche, au cours des années récentes, l'histoire du travail a suivi un tout autre chemin, avec deux courants distincts : l'un est lié à l'histoire orale – il a été conduit par Luisa Passerini, *Storia e soggettività. Le fonti orali, la memoria*, Firenze, La Nuova Italia, 1988 – l'autre a repris à son compte la tradition anglo-saxonne d'histoire comparée de l'entreprise, l'usine étant réenvisagée au sein de l'entreprise¹⁶. Du côté de la science et de l'histoire politiques, au contraire, le renouveau est passé par une démarche ouvertement comparative, rattachée explicitement à la plus haute tradition de la politologie italienne de la fin du siècle dernier¹⁷.

Les études sur le fascisme des deux dernières décennies ont suivi un parcours analogue. En effet, au cours d'une première période, la recherche historique s'est surtout attachée à démontrer la spécificité des changements économiques et financiers intervenus dans les années 1930 en Italie par rapport aux autres pays européens. Puis, dans une seconde phase, elle a suivi la trace du livre déjà classique d'Alberto Aquarone, *L'organizzazione dello Stato totalitario*, publié par Einaudi en 1965, et subi l'influence des travaux de George Mosse, dont l'ouvrage majeur *The nationalization of the masses : political symbolism and mass movement in Germany from napoleonic wars through the Third Reich*, New York, Howard Fertig, 1975, a été traduit l'année même de sa parution avec une introduction de Renzo De Felice : elle s'est déplacée ainsi vers la confrontation de l'expérience italienne avec celle d'autres régimes fascistes, l'enquête étant centrée sur les instruments du



14. Luciano Cafagna, «La storiografia e le scienze sociali», in Christina Cassina (éd.), *La storiografia sull'Italia contemporanea*, Pisa, Giardini Editore, 1991.

15. Giovanni Gozzini, «La storiografia del movimento operaio in Italia : tra storia politica e storia sociale» et Alberto M. Banti, «La storia sociale: un paradigma introvabile?», tous deux in C. Cassina (éd.), *La storiografia sull'Italia contemporanea*, op. cit.

16. Cf. Franco Amatori, «Alfred D. Chandler e la storia dell'impresa», in P. Rossi (éd.), *La storia comparata*, op. cit.

17. Les meilleurs exemples sont offerts par Paolo Pombeni (éd.), *La trasformazione politica nell'Europa liberale, 1870-1890*, Bologna, Mulino 1986 ; Nicola Mateucci et Paolo Pombeni (éds.), *L'organizzazione della politica. Cultura, istituzioni, partiti nell'Europa liberale*, Bologna, Mulino, 1988. Pombeni dirige aussi depuis sa création en 1986 la revue *Ricerche di storia politica*.

18. Paolo Pombeni, *Demagogia e tirannide*, Bologna, Mulino, 1984 ; Karl D. Bracher, Leo Valiani (éds.), *Fascismo e nazionalsocialismo*, Bologna, Mulino, 1986 ; Emilio Gentile, *Storia del partito fascista*, Roma-Bari, Laterza, 1989.

19. Cf. Claudio Natoli (éd.), *La resistenza tedesca, 1933-1945*, Milano, Angeli, 1989 et Enzo Collotti (éd.), *Spostamenti di popolazione e deportazioni in Europa, 1939-1945*, Bologna, Cappelli, 1987.

consensus et le régime institutionnel, envisagé notamment à travers les rapports entre État et parti fasciste, celui-ci devenant lui-même objet d'investigation¹⁸.

Le cas du fascisme italien mérite que l'on s'y arrête, car les thèses classiques à son propos, celle de Benedetto Croce, pour qui le régime représente une «parenthèse» dans l'histoire nationale, et celle de Piero Gobetti, qui le regarde au contraire comme un «révélateur» de cette histoire, reposent toutes deux sur une démarche comparative. Le fascisme italien a favorisé, en effet, un genre particulier d'interprétations dont le présupposé commun est que l'histoire italienne est «différente» de celle des autres pays occidentaux ; le parcours de l'Italie contemporaine serait vicié par une anomalie fondamentale, qui expliquerait que les Italiens ne sont pas allés tout droit vers l'étape de la démocratie libérale atteinte par les autres pays. Il n'est pas sans signification à cet égard que les études les plus originales sur la société fasciste aient été réalisées par des historiens appartenant aux solides démocraties libérales anglo-saxonnes, tels Adrian Lyttelton (*The seizure of Power, Fascism in Italy 1919-1929*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1973), Paul Corner (*Fascism in Ferrara 1915-1925*, London, Oxford University Press, 1975), Philip V. Cannistraro (*La Fabbrica del Consenso, Fascismo e Mass media*, Roma-Bari, Laterza, 1975), Victoria de Grazia (*The Culture of consent. Mass Organisation of Leisure in Fascist Italy*, Cambridge University Press (USA), 1981 et *How Fascism Rule Women: Italy 1922-1945*, Berkeley University of California, 1992). Les explications offertes par ces auteurs sont nombreuses et diverses, mais elles ont toutes en commun d'être guidées par la référence à d'autres expériences historiques, parfois idéal-typiques, et d'être par conséquent implicitement ou explicitement comparatives. On peut même dire que la principale différence méthodologique qui oppose cette historiographie des interprétations à l'historiographie de la narration et de la

personnalisation du régime (dont le cas exemplaire est représenté par la biographie de Mussolini par Renzo De Felice) consiste précisément dans le fait que cette dernière rejette *a priori* la démarche comparative, en vertu d'un postulat de non-comparabilité des différentes «voies» politiques empruntées par les nations et les personnes qui les ont incarnées.

Pourtant, que l'on regarde le fascisme comme un phénomène qui transcende les nations, ou qu'on le place au centre de la reconstruction de l'histoire particulière de l'Italie unie, la confrontation avec le reste de l'Europe est inévitable. Dans le premier cas la comparaison est inscrite dans l'objet lui-même : étudier le fascisme comme mouvement politique qui a donné lieu à une «Internationale» suppose une mise en perspective temporelle et spatiale, qui l'inscrit dans l'Europe de l'entre-deux-guerres. C'est la voie empruntée d'abord par les opposants politiques au régime puis par les historiens, mus par la volonté de défendre solidairement les pays, les minorités ethniques, les classes ou groupes sociaux que le fascisme, dans sa visée nationale et internationale, a opprimés, réduits au silence ou supprimés. Ici, comme chez Gaetano Salvemini, Silvio Trentin, Daniel Guérin, l'accent est mis sur la nature impérialiste et agressive du fascisme, plus que sur les liens que ce mouvement politique a toujours tissés avec les potentats économiques. Du point de vue méthodologique, ou, si l'on préfère, historiographique, la perspective comparative généralisante naît de la somme des cas singuliers nationaux, réalisée à travers l'observation empirique des faits et politiques : c'est la forme du comparatisme *ex-post*, ou *nécessaire*, que nous avons évoquée plus haut¹⁹.

Durant les années de l'affirmation du fascisme s'est forgée une nouvelle acception du comparatisme appliqué à ce régime. L'analyse devait être centrée sur les contenus de la domination plus que sur les faits et événements :

dans ce cas, le fascisme représente une sorte de méta-catégorie, un modèle propre à une époque entière de l'histoire contemporaine, «l'époque des fascismes». Même au delà de sa première formulation historiographique par Nolte, cette version a continuellement porté à mettre l'accent sur les contenus idéologiques des projets et des réalisations des régimes fascistes dont on se propose de retrouver la nature oppositionnelle, déterminée par une réaction contre le système politique rival. Focalisée sur le contraste fascisme-liberté et sur la transformation de la forme de l'État, cette perspective (ouverte par Franz Neumann et Hannah Arendt) est riche d'implications, encore largement inexplorées, pour l'analyse sociologique, institutionnelle et culturelle²⁰.

A mon avis, l'intérêt de certaines synthèses historiographiques récentes²¹ réside précisément dans la mise en évidence de la complémentarité des deux acceptions de l'analyse comparative appliquée au fascisme que l'on vient d'évoquer. A la première en effet peut se rattacher l'insistance sur la présence, dans chaque cas national, d'une agressivité belliciste et impérialiste, non moins que d'un anti-sémitisme produit de l'intérieur par la société considérée ; à la seconde, en revanche, se rattache l'exploration d'une autre constante liée au mouvement fasciste : l'existence d'un climat culturel de *crise de la démocratie* qui a conduit des groupes sociaux appartenant généralement aux classes moyennes, à se souder dans la réaction contre le vieux régime institutionnel²². Ces facteurs différents sont cependant étroitement liés, si l'on admet que c'est la recherche d'une réponse au refus commun de la démocratie qui pousse des sociétés, ayant chacune une tradition nationale particulière, vers des régimes dictatoriaux et bellicistes, solidaires entre eux, tandis qu'en s'affirmant le fascisme creuse une distance toujours plus profonde entre des pays qui, jusqu'en 1914, semblaient au contraire réunis par une même marche vers «le progrès».



20. Pour quelques pistes allant dans ce sens, cf. Mariuccia Salvati, *Il regime e gli impiegati*, Roma-Bari, Laterza, 1992; Emilio Gentile, *Il culto del Littorio*, Roma-Bari, Laterza, 1993.

21. Enzo Collotti, *Fascismo, fascismi*, Firenze, Sansoni, 1989.

22. Cf. Gabriele Turi (éd.), *Libere professioni e fascismo*, Milano, Angeli, 1994.

23. Timothy Mason, *Resistenza non organizzata delle masse: scioperi nell'Italia fascista e nella Germania nazionalsocialista*, in Carlo Vallauri, Giampiero Caliccia (éds.), *Modelli culturali e stato sociale negli anni trenta*, Firenze, Le Monnier, 1988.

24. On les lira dans Gabriele Ranzato (éd.), *Guerra fratricida. Le guerre civili in età contemporanea*, Torino, Bollati Boringhieri, 1994.

25. Marcello Flores, *L'immagine dell'URSS. L'Occidente e la Russia di Stalin (1927-1956)*, Milano, Saggiatore, 1990; Maria Ferretti, *La memoria mutilata. La Russia ricorda*, Milano, Corbaccio, 1993.

Dans cette perspective, c'est le fait de considérer les décennies précédant la Première Guerre mondiale comme l'*époque du libéralisme*, qui porte à regarder le fascisme comme un phénomène non reductible à un seul pays, produit direct de la crise des processus de modernisation intensifiée durant la Grande Guerre, et partant à le soumettre à l'analyse comparative. Certes, cela nous incite à réfléchir, sans perdre de vue le cadre comparatif général, aux «voies nationales» de la modernisation de la fin du dix-neuvième siècle au début du vingtième. Mais cela permet aussi de raccorder une glorieuse tradition d'études sur le fascisme tant aux nouvelles orientations de recherche sur les «voies nationales», qu'à un courant de réflexion politique et sociologique, issu de Max Weber, portant sur les transformations institutionnelles liées à la formation de «régimes de masse» (Kirchheimer, Lederer). Ces processus intéressent tous les pays européens, rendant ainsi la méthode comparative incontournable, même si sa mise en œuvre dans ce domaine est loin d'être simple – comme en atteste le numéro spécial des *Annales ESC* (3, mai-juin 1988) «Fascisme, Nazisme» dirigé par Marc Ferro, où seule l'étude de Philippe Burrin sur «Politique et société : les structures du pouvoir dans l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie», est explicitement comparative. La comparaison en revanche, n'est pas absente des recherches italiennes, celles en particulier qu'a réunies Maurizio Vaudagna dans *L'estetica della politica. Europa e America negli anni trenta* (Roma-Bari, Laterza, 1989) où elle est fondée sur la mise en œuvre des concepts de «masse» et de «nation».

Au fascisme, thème central dans notre historiographie contemporaine, on peut relier au moins idéalement deux autres domaines de l'histoire comparée. Le premier est issu du récent regain d'intérêt pour le thème de l'antifascisme ou, mieux, du rôle de la mémoire historique à propos du fascisme et du nazisme

dans le contexte politique des démocraties européennes de l'après-guerre. Le travail comparatif de l'historien anglais Timothy Mason sur les mouvements de grève sous les régimes fasciste et nazi, inspiré explicitement de Barrington Moore, témoigne de ce processus de révision portant sur le lien entre fascisme et antifascisme, obéissance et révolte²³. Plus récemment, Henry Rousso a parlé pour la France de la dernière décennie d'une véritable obsession pour le souvenir de ce passé, activée en premier lieu par la mémoire juive et utilisée ensuite comme instrument récurrent dans le conflit politique. Mais l'actualité de cette mémoire dans les divers pays qui ont connu l'expérience de la «guerre civile», pousse à revenir, dans une perspective comparative, aussi bien à l'expérience partagée du fascisme qu'à l'épaisseur variable du contraste fascisme/antifascisme, autant qu'à l'émergence dans tous les pays d'un «refoulé» commun. A ce sujet, à la suite de l'intérêt suscité par l'œuvre de Claudio Pavone, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Torino, Bollati Boringhieri, 1991, s'est constitué un groupe international de recherche comparée dont les premiers résultats sont déjà disponibles²⁴.

Le tracé de la mémoire est du reste le principal instrument utilisé par l'historiographie contemporaine pour se pencher sur les «refoulés» de la culture occidentale de notre siècle, qu'il s'agisse des camps d'extermination et de concentration nazis ou du goulag et plus généralement du rapport tourmenté des intellectuels occidentaux au mythe de l'Union soviétique. Je citerai seulement à ce propos le très beau livre d'Anna Bravo et Daniele Jalla (éds.), *La vita offesa. Storia e memoria dei Lager nazisti nei racconti di duecento sopravvissuti*, Milano, Angeli, 1987, et, parmi la production spécialisée sur le parti soviétique, florissante dans les années 1980, les livres de Marcello Flores et Maria Ferretti²⁵. Il est difficile de dire de ces travaux qu'ils sont



26. Je me réfère ici à Paul Ginsborg, *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi. Società e politica 1943-1988*, Torino, Einaudi, 1989, et Pietro Scoppola, *La repubblica dei partiti. Profilo storico della democrazia in Italia (1948-1990)*, Bologna, Mulino, 1991. Pour une lecture à partir de la problématique de l'«anomalie» (en l'occurrence l'absence d'identité nationale) cf. Silvio Lanaro, *Storia dell'Italia repubblicana*, Venezia, Marsilio, 1991.

27. Faire l'histoire de ces débats reviendrait à faire celle de notre historiographie. Je me limiterai donc à rappeler parmi les contributions récentes : Luciano Cafagna, *Dualismo e sviluppo nella storia d'Italia*, Venezia, Marsilio, 1989 (voir les pages d'introduction sur l'historiographie de la croissance économique) ; Giampiero Carocci, *Il trasformismo dall'Unità ad oggi*, Milano, Unicopli, 1992.

28. C'est le cas du débat suscité par l'ouvrage d'Arno Mayer, *The Persistence of the Old Regime: Europe to the great War*, New York, Pantheon Books, 1981.

29. Je pense naturellement à la recherche coordonnée par Jurgen Kocka et en partie publiée dans l'ouvrage dirigé par Alberto M. Banti, *Borghesie europee dell'Ottocento*, Venezia, Marsilio, 1989, où on peut lire, sur le cas italien, les travaux de Marco Meriggi et de Raffaele Romanelli.

30. Raffaele Romanelli, *Il comando impossibile, Stato e società nell'Italia liberale*, Bologna, Mulino, 1988; Paolo Macry, *Ottocento. Famiglie, élites e patrimonio a Napoli*, Torino, Einaudi, 1988. Signalons aussi à ce propos deux numéros monographiques des *Quaderni storici* (n° 56, 1984 ; n° 69, 1988) ainsi que la constitution concomitante du groupe d'études interuniversitaires sur «les bourgeoisies européennes du XIX^e siècle» qui publie un *Bulletin du dix-neuvième siècle*.

31. Gustavo Gozzi, *Modelli politici e questione sociale in Italia e in Germania fra Otto e Novecento*, Bologna, Mulino, 1988; Fabbio Rugge, *Il governo delle città prussiane fra '800 e '900*, Milano, Giuffrè, 1989.

comparatifs, même quand la narration passe d'un pays à l'autre : la pensée, heureusement, n'a pas de frontières et la mémoire subjective n'a pas besoin de types idéaux pour être universellement compréhensible. Tout au plus peut-on indiquer que les suggestions sont venues ici de la littérature et de l'*oral history*, qui se sert des journaux intimes et des biographies, sollicitant davantage la philosophie et l'anthropologie que la sociologie.

Le second domaine d'investigation comparative couvre l'époque du *post-fascisme*, resituée récemment dans le cadre européen, où l'Italie semble encore une fois faire figure d'«anomalie» : terrain d'exercice pour reconstructions spécialisées (économico-financières) ou partisans, le «long après-guerre» italien n'a fait l'objet que tout récemment de quelques synthèses interprétatives qui ont suscité – et ce n'est pas un hasard – un débat, souvent idéologique, sur les «formes» de la démocratie républicaine²⁶. Nous voici donc à nouveau placés devant le comparatisme interprétatif, sur lequel je vais maintenant m'arrêter.

L'analyse comparative comme contre-histoire nationale

Pour comprendre les raisons de la fortune changeante du comparatisme il faut revenir sur la distinction entre approche et méthode comparative. L'approche comparative, en tant qu'elle repose sur une problématique de la comparaison, ne consiste pas simplement à confronter des «univers» voisins dans l'espace ou ayant des parcours historiques communs. Elle représente surtout une modalité d'«explication» : c'est l'élucidation, par le truchement d'exemples, d'un tracé ayant valeur démonstrative, c'est la recherche d'un principe explicatif ou causal du changement social. Si l'on accepte, donc, de prendre en considération la fonction éminemment *interprétative* de

l'histoire comparée, quelles sont les interrogations qui la guident aujourd'hui dans la recherche italienne ? Quelles frontières tend-elle à remettre en cause ? C'est sur ce versant, celui du sujet comparant, que s'enregistrent les avancées les plus intéressantes en Italie.

Si la fonction de la comparaison est de discuter les thèses qui sont à l'origine de l'historiographie hégémonique d'un pays donné, il n'y a rien d'étonnant à ce que l'approche comparative se situe presque toujours dans un climat d'opposition à la culture dominante et devienne une sorte de *contre-histoire* nationale. L'histoire de la recherche comparative est donc aussi celle d'un contre-paradigme et des points d'appui théoriques et historiques dont elle s'est tour à tour servie pour s'opposer au paradigme dominant et à son caractère «importé» : l'échec populaire du Risorgimento opposé au mythe de la fondation nationale emprunté à la France ; la «question méridionale» comme *memento* des coûts dûs à un développement industriel modelé sur l'Angleterre et l'Allemagne ; le «transformisme» comme l'autre face d'un équilibre institutionnel fragile, à cause de la fragilité d'institutions empruntées au modèle irréaliste d'un État administratif fort²⁷.

Au cours des années récentes encore, l'historiographie italienne a continué à débattre de ces modèles, se passionnant pour la rediscussion du contre-paradigme national et se posant des questions éminemment comparatives : les anomalies de l'Italie naissent-elles vraiment de l'échec de la «révolution bourgeoise» ? Finalement, qu'est-ce qui était souhaitable pour nos institutions : le jacobinisme français ou le libéralisme anglais ? Dans le doute, le débat italien se faisait l'écho des mises en question polémiques de la certitude qu'ailleurs «la révolution bourgeoise» s'était accomplie dès le milieu du dix-neuvième siècle²⁸. Enfin et surtout, le terme «bourgeoisie», utilisé longtemps au singulier (ce qui en

faisait une catégorie valable universellement, inscrite partout dans une avancée commune et prévisible vers la démocratie industrielle) semblait ne plus fonctionner comme modèle méta-historique. Objet en Italie également d'un investissement de recherche qui a donné les meilleures études de la période, «la bourgeoisie» devenait «les bourgeoisies», signalant l'abandon de l'empreinte marxiste originelle et du recours à l'idéal-type. Ce déplacement conduisait à sélectionner quelques éléments comparables dans une perspective de confrontation entre nations qui, ailleurs, a fait l'objet de financements de recherche massifs²⁹.

Au cours de ces mêmes années se développe en Italie une recherche qui tente de nouer ensemble histoire des groupes sociaux et histoire des institutions : le terrain d'enquête étant la ville, elle débouche sur le développement d'études comparatives des différentes réalités urbaines. Ainsi, les travaux de Raffaele Romanelli et Paolo Macry sur les bourgeoisies du dix-neuvième siècle s'attachent à découvrir, par une confrontation explicite avec le «modèle» anglais, la spécificité des liens qui soudent le milieu des notables, freinant ainsi le processus d'émancipation de la bourgeoisie nationale³⁰. L'usage de l'analyse comparative s'est intensifié aussi dans un secteur particulier de l'histoire institutionnelle, où la confrontation entre science administrative allemande et italienne a permis de saisir la fragilité mais aussi la densité originelle de la seconde, dont les développements ont été précocement étouffés par les vicissitudes politiques de notre pays³¹.

Dans le camp du comparatisme *interprétatif*, qui travaille sur des processus plutôt que sur des institutions, l'investigation empirique ne suffit pas, parce qu'on suppose dans la comparaison des connexions causales inhérentes à une base ou substance commune. C'est à propos de cette base commune que vaut l'affirmation selon laquelle «chaque grand problème



32. Luciano Cafagna, «La comparazione e la storia contemporanea», *Meridiana*, n° 6, 1989, p. 27.

33. Cf. «Lo Stato sociale in Italia: caratteri originali e motivi di una crisi», *Passato e Presente*, n° 32, 1994, et notamment les contributions de Gosta Esping-Andersen, Maurizio Ferrera, Giovanni Gozzini, Mariuccia Salvati.

34. Cf. Anna Rossi-Doria, *La libertà delle donne. Voci della tradizione politica suffragista*, Torino, Rosenberg & Sellier, 1990; Diannela Gagliani e Mariuccia Salvati (éds), *La sfera pubblica femminile. Percorsi di Storia delle donne in età contemporanea*, Bologna, Clueb, 1992; Gabriella Bonacchi e Angela Groppi (éds), *Il dilemma della cittadinanza. Diritti e doveri delle donne*, Roma-Bari, Laterza, 1993; Georges Duby et Michelle Perrot (éds), *Histoire des femmes en Occident*, Paris, Plon, vol. IV, *Le XIX^e siècle*, 1991 ; vol. V, *Le XX^e siècle*, 1992.

35. Un sociologue attentif aux phénomènes italiens, Sidney Tarrow, a ouvert la voie à ces études avec son livre, *Between center and periphery : grassroots politicians in Italy and France*, New Haven, Yale University Press, 1977, en soulignant le rôle actif joué en faveur de ces innovations en Italie, à la différence de la France, par la «périphérie», c'est-à-dire par les maires.

36. On retrouve cette même démarche dans des travaux antérieurs : Mariapia Bigaran (éd.), *Istituzioni e borghesie locali nell'Italia liberale*, Milano, Angeli, «Quaderni della fondazione Basso», 1986; Aldo Berselli, Franco della Peruta, Angelo Varni (éds), *La municipalizzazione in area padana*, Milano, Angeli, 1988; Salvatore Adorno e Carlotta Sorba (éds.), *Municipalità e borghesie padane tra Ottocento e Novecento*, Milano, Angeli, 1991; Fabbio Rugge (éd.), *I regimi della città. Il governo municipale in Europa tra '800 e '900*, Milano, Angeli, 1992.

37. Cf. Vito Gallotta (éd.), *Cultura e lavoro nell'età giolittiana*, Napoli, Guida, 1989 ; Mariuccia Salvati (éd.), *Per una storia comparata del municipalismo e delle scienze sociali*, «Quaderni del Dipartimento di Discipline storiche», Bologna, Clueb, 1993.

38. Ce terme est utilisé en référence au titre français du livre d'Eugen Weber, *Peasants into Frenchmen: the modernization of rural France 1870-1914*, Stanford, California, Stanford University Press, 1976, qui devient significativement : *La fin des terroirs*.

39. Cf. Bruno Tobia, *Una patria per gli Italiani. Spazi, itinerari, monumenti nell'Italia unita (1870-1900)*, Roma-Bari, 1991; Simonetta Soldani e Gabriele Turi (éds.), *Fare gli italiani. Scuola e cultura nell'Italia contemporanea*, 2 vol., Bologna, Mulino, 1993.

40. Cf. Alfredo Salsano, «Karl Polanyi: un comparatismo "sostanziale"» in P. Rossi (éd), *La storia comparata*, op. cit., pp. 145-162.

comparatif a son histoire culturelle plus ou moins considérable derrière lui³²». Prenons le cas de la thèse *princeps* du comparatisme des dernières années, celle du *Sonderweg*, des «voies particulières». Le succès de cette thèse, surtout après la seconde guerre mondiale, est en réalité le fruit de la diffusion d'une culture *homogène* de référence liée à une perspective mondiale de démocratisation et de développement croissant du *welfare*. Par conséquent, la méthodologie comparative exprimerait l'optimisme d'une approche rationnelle correctrice (en clair «social-démocrate») des problèmes sociaux du présent. Cet exemple vaut pour d'autres perspectives comparatives. Ainsi, on peut soutenir que périodiquement, depuis l'affirmation des sciences sociales au siècle dernier, l'attention portée à la combinaison développement/réformes sociales qui a toujours soutenu les démocraties occidentales, a réussi à reléguer au second plan les liens sociaux traditionnels, en mettant au jour les réseaux de coopération intellectuelle plutôt que des liens contraignants de l'identité nationale, l'associationnisme formel plutôt que la communauté informelle, les institutions de la médiation face à la logique de «l'appartenance». On pourrait presque dire que les vicissitudes de ce comparatisme suivent l'histoire même de la naissance et de la diffusion d'une certaine opinion sociologique : on en trouverait confirmation dans le fait que le comparatisme (semblablement au mélange originel de réformes et de progrès regardé comme unificateur) apparaît aujourd'hui sur la défensive face à la perspective d'une différenciation radicale fondée sur la revendication d'une unicité culturelle, de religion, de genre, d'ethnie.

Le reflet dans l'historiographie italienne de ces diverses orientations se retrouve dans deux champs de la recherche, qui recouvrent l'un une approche *infra-nationale* et l'autre une approche *microhistorique*. Par approche *infra-nationale* nous entendons une comparaison qui s'exerce indifféremment sur des zones en-

deça ou au-delà de la frontière de la nation, mais qui maintient un rapport étroit avec la problématique de l'État-nation. Deux mots clé sont liés à cette approche: *citoyenneté* et *ville*.

La citoyenneté est entendue à la fois comme réalité historique et comme idéal-type : c'est une étape jamais complètement atteinte, toujours à redéfinir sur le plan juridique pour combattre «exclusions» ou discriminations fondées biologiquement ou économiquement, et objet, tout au long des deux siècles qui ont suivi les Lumières et la Révolution française, de conflits continuels liés à l'extension de son sens, puisqu'elle n'a cessé d'inclure toujours plus de droits et de devoirs (comme l'a montré T.H. Marshall). Ce thème a jusqu'ici sollicité une approche historique comparée portant, d'un côté, sur les caractéristiques de l'intervention étatique en matière de protection sociale³³, et, de l'autre, dans les *women's studies*, sur les modifications du rapport entre sphères privée et publique, entre identité de «genre» et représentation politique³⁴.

Le deuxième mot-clé est *ville*. Considérons par exemple les nombreuses études de la seconde moitié des années 1980 sur les villes des pays occidentaux, dont les élites politiques ont développé au tournant du siècle d'intenses échanges. Les villes y sont considérées comme des entités socio-administratives à travers lesquelles passent (ou ne passent pas) à cette période les innovations majeures en matière de législation sociale et de technologie³⁵. Dans cette perspective, la ville dans sa singularité est analysée en tant que cas «exemplaire» d'un parcours général à l'intérieur du processus de construction de la nation, démarche comparative bien illustrée par l'ouvrage de Marco Meriggi et Pierangelo Schiera (éds.) *Dalla città alla nazione. Borghesie ottocentesche in Italia e in Germania*, Bologna, Mulino, 1993³⁶. Ce champ d'investigation en recoupe un autre, où l'étude porte sur les échanges et transferts

entre agglomérations urbaines, institutions législatives, institutions de statistique sociale et courants de la pensée sociologique³⁷.

Le second champ de l'approche comparative est représenté par la microhistoire. Ici l'insistance sur les spécificités de l'objet étudié est en liaison étroite avec un contre-paradigme idéal et différent, fondé sur une revalorisation des *territoires*³⁸.

Le retours des «territoires»

Depuis un certain temps s'est installée en Italie, au cœur du paradigme de la *contre-histoire*, la critique de notre processus de «nationalisation» (pour reprendre le terme anglo-saxon de *nation-making*) entendu comme système de conduites socio-politiques visant avec un succès variable l'intégration des citoyens dans une culture et des institutions nationales en cours de constitution³⁹. Quels ont été les effets de ce déplacement sur l'histoire comparée ? C'est ici qu'émergent à mon avis les traits originaux et plus spécifiques de notre historiographie : la capacité de réfléchir sur le sort d'un pays tiraillé entre angoisse de la modernité et poids de la tradition.

Le problème le plus ressenti dans notre historiographie récente est précisément celui du retard ou des limites du processus de nationalisation en Italie par rapport aux autres pays européens, au-delà de la «tenue» de l'unité politique née du Risorgimento. L'héritage intellectuel de cette approche historiographique semble évident : il y a Gramsci d'un côté et la grande historiographie régionaliste des *Annales* de l'autre. En réalité, comme je l'ai souligné, cette orientation traduit plutôt la marginalisation générale du postulat économiste favorisée par la lecture de Karl Polanyi⁴⁰, au profit d'une vision du processus économique comme lieu où peuvent converger les recherches des historiens de l'économie, des sociologues et des anthropologues. Dernière-



41. Ce groupe de chercheurs est réuni dans l'Istituto meridionale di storia e scienze sociali (IMES) dont le transfert à Rome, qui a accru sa visibilité, a coïncidé en 1987 avec la création de la revue *Meridiana* dirigée par Piero Bevilacqua et éditée depuis 1993 par la nouvelle maison d'édition Donzelli.

42. Cf. Paolo Pezzino, *Una certa reciprocità di favori. Mafia e modernizzazione violenta nella Sicilia postunitaria*, Milano, Angeli, 1990; Salvatore Lupo, *Storia della mafia*, Roma, Donzelli, 1993.

43. Voir pour une histoire du concept: Giuliana Gemelli e Maria Malatesta, *Forme di sociabilità*, Milano, Feltrinelli, 1982; pour un usage comparatif de cette catégorie, Maria Teresa Maiullari (éd.), *Storiografia francese e italiana a confronto sul fenomeno associativo durante XVIII e XIX secolo*, Torino, Fondazione Einaudi, 1990. C'est en 1990 qu'ont été traduits les livres de Maurice Agulhon, *La République au village*, Paris, Seuil, 1979, et *Le cercle dans la France bourgeoise: 1810-1848. Un apprentissage de la sociabilité*. Paris, A. Colin, 1977.

* En français dans le texte. (NdT).

44. Pour un premier bilan, cf. les actes de la table ronde «Sociabilità et associazionismo in Italia: anatomia di una categoria debole», *Passato e presente*, n° 26, 1991. Sur la relation entre sociabilité et politique cf. Maurizio Ridolfi, *Il circolo virtuoso. Sociabilità democratica e rappresentanza politica nell'Ottocento*, Firenze, Centro Editoriale Toscano, 1990 et «Élites e associazioni nell'Italia dell'Ottocento», *Quaderni storici*, n° 77, 1991, sous la direction de Alberto Banti et Marco Meriggi.

45. On lira en particulier les derniers ouvrages de la collection, relatifs aux régions méridionales: Calabria, Sicilia, Puglia, Campania.

46. Parmi les plus récentes, on notera la collection «storia e scienze sociali» des éditions Marsilio qui a publié Alberto M. Banti, *Terra e denaro*, Venezia, Marsilio, 1989; Salvatore Lupo, *Il giardino degli Aranci*, Venezia, Marsilio, 1990; Gabriella Gribaudo, *A Eboli*, Venezia, Marsilio, 1990 et la création de la nouvelle maison d'édition Donzelli qui a notamment publié Guido Crainz, *Padania*, Roma, Donzelli, 1994.

47. Cf. Geoffrey Crossick, «E che cosa si può sapere dell'Inghilterra? La storia comparata in Gran Bretagna», in H. G. Haupt (éd.), *La storia comparata*, op. cit., p. 17.

48. Pour la distinction entre approche comparative et méthode comparative, voir William H. Sewell, «Marc Bloch and the Logic of Comparative History», in *History and theory*, VI, n° 2, 1967.

ment, sur le terrain d'une conjonction possible entre histoire et sciences sociales, entre perspective nationale et locale, entre forme politique et analyse socio-anthropologique, a joué aussi un rôle inspirateur le politologue Stein Rokkan, qui a montré comment les profondes «fractures» historiques, culturelles et géographiques peuvent être la matrice des diversités actuelles dans les systèmes politiques nationaux. Dans l'ensemble, ces divers courants intellectuels ont contribué à déplacer l'accent de l'opposition traditionnellement établie entre un «pays réel» indistinct et un «pays légal» présumé fort, entre les diverses classes et catégories sociales au niveau national ou supranational, à la confrontation entre aires régionales, dont on découvre les différences persistantes. Ainsi se configure un comparatisme infra-national, lecture critique d'une historiographie déjà trop débitrice du postulat progressiste national. Notons à ce propos que, comme cela est déjà arrivé dans l'histoire de l'Italie unie, les principales sollicitations à développer une histoire de type anthropologique tournant le dos aux schémas et modèles abstraits, sont venues des chercheurs du Mezzogiorno⁴¹. Ainsi, ont été revisités dans une nouvelle optique des objets de recherche tels que le marché, les pouvoirs locaux, les circuits politiques, la mafia. Cette dernière a été analysée dans un contexte éclairé par une donnée nouvelle: le défaut de capacité hégémonique des représentants de l'Italie méridionale dans les instances politiques nationales, aurait été pallié non pas par une administration centralisée et «piémontaisée» – comme l'a soutenu une historiographie longtemps dominante – mais par la «complicité administrative» et le rôle de *médiateurs* joué par les élites locales préexistantes, au sein desquelles se serait consolidé le phénomène mafieux⁴².

C'est dans ce type d'orientation de la recherche qu'a pris place le recours à la catégorie de *sociabilité* empruntée à la France⁴³. Celui-ci a favorisé le déplacement de l'histo-

riographie «locale» vers une anthropologie culturelle du politique au dix-neuvième siècle, à travers l'étude du caractère informel et institutionnel des associations, les modes de construction des relations sociales, le rapport entre socialisation et politique, la sociabilité comme laboratoire de l'*apprentissage politique**. Mais il est vrai que dans ce domaine le comparatisme vient à peine de fournir les premiers résultats⁴⁴.

Ce changement d'orientation est signalé aussi par la transformation de contenu de la série *Regioni* de la *Storia d'Italia* publiée par Einaudi. Au fil des ans, les volumes n'ont cessé d'intégrer les apports de la géographie et de l'anthropologie. Il en a résulté l'abandon du modèle unique initial, valable pour l'ensemble du pays (une Italie idéale pacifiée dans la course à la démocratie et à l'industrialisation) au profit d'une option permettant de mettre en relief les «particularités» de ses différents territoires, ce qui a entraîné un travail de comparaison systématique entre ces entités infra-nationales⁴⁵. Cette voie est la plus innovatrice dans la recherche italienne en histoire sociale, sa vitalité s'exprimant notamment à travers de nouvelles initiatives éditoriales⁴⁶.

On peut affirmer, pour conclure, que l'histoire régionale (entendue comme histoire des territoires à des échelles diverses) a représenté en Italie dans les dix dernières années ce qu'a représenté depuis vingt ans l'histoire urbaine en Angleterre⁴⁷ : un maillon unissant micro- et macro-analyse, uniformité et pluralité, temps et espace, histoire de la société et histoire des institutions ou du développement économique. Elle a ainsi rempli la fonction essentielle que doit assumer dans la démarche historienne l'*approche* comparative, même en l'absence d'un modèle abstrait de *méthode* comparative⁴⁸.

*traduction : Mathieu Cloarec,
Susanna Magri*